Actes racistes, xénophobes et antireligieux : des chiffres en légère hausse en 2022

Publié le 4 avril 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Injures, provocations, diffamations, menaces, chantages... 12 600 infractions à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux ont été enregistrées par les services de police et de gendarmerie en 2022. C'est le bilan global des chiffres publiés le 21 mars 2023 par les services statistiques du ministère de l'intérieur.

L'analyse du service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) portant sur les atteintes à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux en 2022 comptabilise :

- 6 600 crimes ou délits (+5% par rapport à 2021) ;
- 6 000 contraventions (-12% par rapport à 2021).

Toutefois, le ministère rappelle que **"les victimes enregistrées par les services de sécurité ne représentent qu'une faible part des personnes ayant subi des atteintes à caractère raciste."** Une enquête réalisée sur la période 2013-2018 avait montré que 14% seulement des victimes de menaces ou violences physiques "racistes" et 2% des victimes d'injures racistes, avaient déclaré avoir formellement déposé plainte.

Des chiffres très différents selon le type d'infraction

Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, l'**ensemble des infractions pénales** enregistrées **augmente de 0,8%** entre 2021 et 2022.

Crimes et délits

Il s'agit :

- **d'injures, provocations ou diffamations publiques** (58% des crimes et délits) augmentant de 4% ;

- de **menaces** (principalement des menaces de mort) et **chantages** (17% des crimes et délits) diminuant de 8% ;
- d'**atteintes à la vie et violences**, en hausse de 31%, mais qui font toujours partie des infractions les moins fréquentes (6% des crimes et délits) ;
- de **discriminations** en matière de commerce, d'économie ou liées à la sphère professionnelle (refus d'embauche, entrave à l'exercice d'une activité économique) ;
- d'**atteintes aux biens** (détériorations ou destructions du bien d'autrui ou vols).

Contraventions

Les contraventions correspondent à des **provocations, injures et diffamations commises dans la sphère privée** et baissent nettement en 2022 (-12%).

De fortes disparités territoriales

D'après le ministère de l'intérieur, les différents départements de France sont touchés à plus ou moins grande échelle par les crimes ou délits à caractère raciste enregistrés par les services de sécurité.

Le **nombre de crimes et délits à caractère raciste par habitant est plus important** :

- en **Île-de-France**, à Paris (taux de 2,4 pour 10 000 habitants), en Seine-Saint-Denis (1,7 pour 10 000 habitants) et dans le Val d'Oise (1,3 pour 10 000 habitants) ;
- dans le **Bas-Rhin**, les **Alpes-Maritimes** et le **Rhône** qui ont des taux supérieurs à la moyenne nationale (de 1,3 à 1,5 pour 10 000 habitants).

Le **taux est plus faible** (moins de 0,5 infraction pour 10 000 habitants) :

- dans le **Morbihan** et en **Vendée** ;
- dans le **Gers**, en **Ardèche**, en **Lozère** ou dans les **Hautes-Alpes** ;
- à la **Réunion** et à **Mayotte**.

Concernant les contraventions pour atteinte à caractère raciste, les taux calculés au niveau régional permettent de mettre en évidence un recoupement territorial avec les taux de crimes et délits.

Les taux pour 10 000 habitants sont plus particulièrement élevés :

- en Île-de-France ;
- dans l'Est de la France (du nord au sud) ;
- et en Corse.

Ils sont beaucoup plus faibles dans l'Ouest, notamment en Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire.